



Le 1er Mai: les jeunes mobilisé·e·s pour leur avenir !

Après plusieurs journées de mobilisations pour défendre notre avenir et nos conditions de vie et d'études précarisées par la crise sanitaire, **les jeunes seront mobilisé·e·s le 1er mai pour défendre leur avenir**. Dans un contexte de crise sanitaire où les jeunes sont extrêmement touché·e·s, nous ne pouvons que dénoncer l'action largement insuffisante du gouvernement à destination d'une jeunesse qui n'a de cesse de faire des sacrifices. Aux côtés des travailleur·se·s, **nous appelons les jeunes à descendre dans la rue pour se faire entendre**.

Cette crise sanitaire n'a fait que renforcer des problématiques déjà existantes depuis plusieurs années. Entre **perte d'emploi** et **contrats précaires**, **stage non rémunéré** ou **annulé**, **salariat étudiant** pour survivre pendant ses études et **jobs d'été** pour subvenir à ses besoins malgré le salaire de misère, telle est la dure réalité à laquelle est confronté notre jeunesse. C'est ainsi qu'aujourd'hui, **nous nous retrouvons à traverser la rue pour aller faire la queue aux distributions alimentaires** à défaut de pouvoir avoir un salaire décent ou une protection sociale pendant nos études.

Par ailleurs, **les politiques mises en place par le gouvernement sont incontestablement insuffisantes voire même précarisent d'autant plus la jeunesse**. Que ce soit la Garantie Jeunes, le renforcement du nombre de services civiques ou encore le plan 1 jeune, 1 solution, ces arguments sont brandis comme étant la solution imparable pour lutter contre la précarité des jeunes, or, il n'en est rien. En effet, tant sur le marché de l'emploi que dans l'accès à l'éducation, **l'accès et la sécurité de l'emploi et de nos formations est remise en question**. D'une part, la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université via Parcoursup ferme la porte à l'Enseignement supérieur en nous empêchant de nous émanciper et de décider de notre avenir professionnel. D'autre part, **le manque de moyens** auxquels font face de nombreux services publics tels que nos établissements scolaires et universitaires ne font qu'amplifier les mauvaises conditions d'études des lycéen·ne·s et des étudiant·e·s.

Enfin, nos emplois sont mis en danger par **des vagues de licenciements importantes en période Covid**, ce que nous refusons! Au même moment, on note que début janvier, c'est **21,8% des jeunes entre 18 et 25 ans qui étaient au chômage** au troisième trimestre de 2020, soit **619 000 jeunes**. De même, les étudiant·e·s bientôt diplômé·e·s se retrouvent sans accompagnement à l'emploi ni soutien financier pour y parvenir. Pourtant, le gouvernement a donné plus de 500 milliards d'euros aux grandes entreprises sous forme d'aides publiques, soi-disant pour faire face à la crise, alors que

certaines d'entre elles licencient, qu'elles font des profits faramineux et que nos services publics ont besoin de financement !

La situation n'est plus tenable et devient d'autant plus insoutenable avec **la réforme de l'assurance chômage** qui s'attaque aux chômeur·euse·s plutôt que de régler le véritable problème qu'est le chômage !

Jeunes travailleur·euse·s, futurs travailleur·euse·s ou encore jeunes travailleur·euse·s intellectuelles (étudiant·e·s et lycéen·ne·s), mobilisons-nous le 1er mai pour nous faire entendre et ne plus avoir d'autres générations sacrifiées !

Face à un gouvernement qui tente de piétiner nos libertés individuelles, associatives et syndicales, **les organisations de jeunesse, politiques et syndicales signataires seront dans la rue** aux côtés des organisations professionnelles pour défendre nos droits.

Nous revendiquons:

- L'ouverture immédiate du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en insertion
- La mise en place d'un filet de sécurité sociale pour l'ensemble des étudiant·e·s garantissant une protection sociale supérieure au seuil de pauvreté,
- La suppression des contrats précaires pour tendre vers le CDI et la titularisation comme norme d'embauche.
- L'interdiction de toute rémunération en dessous du SMIC, même pour les services civiques, stages et apprentissages,
- Un plan d'embauche des jeunes partout, et plus spécifiquement dans les services publics notamment dans les secteurs de la santé, l'éducation, les transports et l'énergie.
- La rémunération des stages minimum au SMIC dès la première heure travaillée
- L'annulation de la réforme de l'assurance chômage
- Un investissement massif dans les services publics de l'Éducation
- La fin du processus de sélection à l'université ainsi que la suppression de l'augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiant·e·s étranger·ère·s